

**ANALYSE DE L'INSTITUT DU QUÉBEC
DES PISTES POUR BIEN COMPRENDRE LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC**

Montréal, le 20 novembre 2024. Le *Point sur la situation économique et financière du Québec*, présenté demain par le ministre des Finances, ne devrait pas comporter de nouvelles mesures significatives pour les entreprises ou les ménages. Tout porte même à croire qu'elle viserait plutôt une réduction de certaines dépenses. L'Institut du Québec propose aujourd'hui une [analyse](#) pour mieux comprendre ce budget de mi-parcours.

L'objectif premier de cet exercice : réévaluer les perspectives économiques. Or, depuis le dépôt du dernier budget, deux changements majeurs risquent d'affecter les dépenses et les revenus du gouvernement québécois : la volonté exprimée par Québec et Ottawa de réduire de manière importante l'immigration temporaire qui pourrait plomber la croissance de la population et l'élection de Donald Trump aux États-Unis.

« Mais la singularité de ce Point tient au fait qu'il sera présenté seulement quelques mois avant le dépôt en mars 2025 d'un plan budgétaire qui devra viser l'équilibre budgétaire en 2029-2030, conformément à la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, souligne Emna Braham, présidente-directrice générale de l'Institut du Québec. Il devrait donc donner un certain aperçu des ajustements que comportera le prochain budget. »

À ce chapitre, rappelons que la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, suspendue pendant la pandémie, a été rétablie et modernisée en 2024, réaffirmant ainsi l'engagement du gouvernement du Québec à revenir à une rigueur budgétaire.

Difficile retour à l'équilibre budgétaire

Ce retour à l'équilibre ne se fera toutefois pas sans peine avec comme point de départ un déficit considérable de 11 G\$ dont 4 G\$ sont structurels, c'est-à-dire qui ne dépendent pas du contexte économique actuel, mais principalement de la structure des dépenses du gouvernement qui excèdent ses revenus.

« La recherche de l'équilibre budgétaire représente un défi de taille dans un contexte où les attentes des citoyens portent sur une amélioration plutôt qu'une réduction des services publics, indique Emna Braham. Elle nécessitera d'avancer simultanément sur plusieurs fronts, notamment prioriser clairement les missions essentielles de l'État et optimiser les ressources existantes. Assurer l'adhésion de la population à un tel projet nécessitera donc indéniablement de la transparence et beaucoup de doigté. Surtout dans ce contexte d'incertitude induit par le changement de cap en immigration et l'arrivée de Trump au pouvoir. »

Un effort qui ne pourra pas être éternellement repoussé

Contrairement aux déficits temporaires justifiés en période de ralentissement économique, la situation actuelle révèle un déséquilibre fondamental : même en période de forte croissance, les revenus de l'État ne suffisent plus à couvrir les dépenses courantes. Cette situation s'accroîtra par ailleurs avec le vieillissement de la population, plus spécifiquement avec l'augmentation soutenue des dépenses en santé.

La principale raison qui motive un gouvernement à éviter de faire des déficits à répétition est de ne pas augmenter son niveau d'endettement, ce qui représente un double risque. D'une part, celui d'accroître son endettement, ce qui réduirait sa marge de manœuvre pour faire face aux crises

futures. D'autre part, le service de la dette pourrait s'alourdir alors que les conditions d'emprunt avantageuses dont bénéficie le Québec reposent principalement sur sa discipline budgétaire.

Sans être un dogme, la *Loi sur l'équilibre budgétaire* nous rappelle une responsabilité fondamentale : celle de préserver la capacité des générations futures à bénéficier de services publics de qualité et d'infrastructures fonctionnelles. Un équilibre délicat à trouver entre les besoins présents et ceux à venir.

-30-

Pour en savoir plus

Mise à jour économique du Québec : des pistes pour bien comprendre

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère. www.institutduquebec.ca | @InstitutduQC

Source

Liette D'Amours
Responsable des relations avec les médias
514 649-2347 – liette.damours@comredac.com